Vingt ans après...

André Hussenet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/576>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.576

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2011

Pagination : 90-93

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

André Hussenet, « Vingt ans après... », *Hommes & migrations* [En ligne], 1294 | 2011, mis en ligne le 31 décembre 2013, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/576> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.576

Vingt ans après...

Par André Hussenet,
inspecteur général honoraire
de l'Éducation nationale

**Le débat
sur les modalités
d'intégration
des immigrés et
des descendants
d'immigrés à
la société française
ne date pas d'hier.**

**Au début
des années
quatre-vingt-dix,
le gouvernement
Rocard avait
demandé un rapport
sur le rôle de l'école
et pris des décisions
politiques.**

**Si les enjeux
demeurent les
mêmes, l'urgence
des réponses
politiques
se fait plus que
jamais sentir
dans un contexte
de crispation
idéologique.**

Il ne s'agit pas ici de savoir s'il faut être du côté des Princes ou de celui du Cardinal comme dans le roman de Dumas qui porte le même titre, mais bien de savoir si l'on peut faire un autre choix que la mise en œuvre d'une politique d'intégration de tous les enfants de France par une école à laquelle on donne cette ambition et les moyens de la porter. Les quelques enseignements que l'on peut tirer des suites données à un conseil interministériel consacré, le 10 janvier 1990, à la politique scolaire de l'intégration permettront de montrer que le manque de continuité et simplement de courage a généré une situation nettement plus délicate qui rend l'application des mesures alors avancées – et souvent reprises depuis – tout à la fois plus difficile et plus nécessaire encore.

Deux précisions liminaires s'imposent. Les propositions publiées voici deux décennies dans la revue *Hommes & Migrations* ne constituent pas à proprement parler un rapport dont je serais l'auteur, mais font partie d'un texte – minutieusement étudié, j'en suis témoin – présenté par le ministre de l'Éducation nationale Lionel Jospin devant les ministres du gouvernement Rocard réunis, ce 10 janvier 1990, à l'hôtel Matignon. Ce texte fut approuvé par tous, à l'exception de Bernard Kouchner, alors secrétaire d'État à l'action humanitaire, qui fit observer qu'il n'avait pas eu le temps de l'étudier, l'ayant reçu seulement une heure avant la réunion. Il s'agissait bien, dans l'esprit du ministre de l'Éducation, de traiter le problème de l'intégration de tous les jeunes et pas seulement de celle des enfants de l'immigration, quand bien même elle aurait été prioritaire car plus problématique.

Je fus donc chargé, quelques jours avant Noël et sa traditionnelle "trêve des confiseurs", de préparer ce conseil interministériel. N'étant pas spécialiste des questions d'immigration, j'ai été contraint de faire vite, de rencontrer des responsables, des personnalités et des chercheurs le jour et de lire articles et ouvrages la nuit.

Une identité en partage

Le problème de l'époque était très clairement celui de l'acceptation publique du fait que l'immigration n'était plus une immigration de travail mais de peuplement. Le moment était également venu de trancher le débat quelque peu difficile et pour moi surprenant entre les tenants de "l'interculturel" et les partisans d'une intégration dans la nation française, dont certains demeuraient encore fixés sur une perspective d'assimilation, quelle que soit son éventuelle connotation colonialiste.

J'ai donc rapidement compris qu'il me fallait prendre un parti clair et j'ai choisi de proposer l'adoption d'une politique d'intégration de tous les enfants devenus élèves de l'école de la République, quelles que soient leur histoire et leur origine

géographique. Pour que cette décision soit acceptable et juste, et donc susceptible d'être effectivement mise en œuvre, il fallait, selon la définition même de la notion d'intégration, qu'il s'agisse bien d'une politique qui vise à établir une interdépendance plus étroite entre les membres de la société française.

Refusant de sombrer dans une vision angélique, je ne cachais pas que l'effort le plus important, et de loin, devait être consenti par le nouvel arrivant en France, mais en soulignant que cet effort concernait aussi les "déjà Français".

Comme dans un couple, chacun doit faire une partie du chemin vers l'autre, mais ici c'est l'immigré ou ses descendants qui, arrivant dans un pays déjà construit par son histoire, déjà solidifié par sa culture, sont contraints plus que ne l'est l'autochtone de comprendre et de partager l'essentiel de ce qui fait l'identité d'un pays au sens "braudélien" du terme.

Des choix politiques abandonnés

Les grands axes de la politique à suivre découlaient très simplement de cette analyse et de ce point de vue : promouvoir le français comme outil absolument indispensable pour entrer, vivre dans la maison France et pour l'aimer ; ouvrir l'école sur le monde pour que chacun comprenne qu'il existe bien entendu d'autres cultures appréciables mais que la culture française vaut notamment parce qu'elle s'est enrichie de l'apport de bien d'autres et qu'elle est le bien commun de tous ceux qui vivent là ; abandonner le système de l'enseignement des langues et cultures d'origines (ELCO) qui correspond à une conception, certes humaniste, d'une immigration de travail où le sort commun est, pour les adultes comme pour leurs enfants, de retourner au pays d'origine ; supprimer les ELCO au profit d'une valorisation des langues des pays d'émigration comme langues de culture et outils de communication, dont l'apprentissage est ouvert à tous et non réservé aux seuls enfants des immigrés, à seule fin d'éviter de les intégrer.

Ce qui est le plus décevant et mérite une réflexion approfondie, c'est que, à la suite de ce conseil interministériel du 10 janvier 1990, ces propositions alors portées par le ministre de l'Éducation nationale ont fait l'objet de plusieurs réunions de responsables des différents ministères au cours desquelles, notamment, la proposition d'en finir avec les ELCO ne fut jamais contestée et les modalités de gestion diplomatique de ce dossier, sérieusement travaillées (j'ai personnellement rencontré l'ambassadeur du Maroc en France qui portait cette même ambition et souhaitait la faire partager)..., et qu'en l'an 2011 les ELCO sont toujours vivants.

La réussite scolaire, marchepied de l'intégration

Comment intégrer si nous ne portons pas, dans le respect véritable des enfants et des jeunes encore étrangers ou français de première ou de deuxième générations, la volonté de les accompagner par la maîtrise de la langue française vers une réussite scolaire, sésame d'une intégration professionnelle et d'une vie culturelle réussies dans un pays ouvert aux autres cultures ?

Ce que nous n'avons pas fait en direction des jeunes enfants et des adolescents, ce que nous n'avons pas fait suffisamment en direction des mères, ce que nous n'avons pas fait continûment ou pas du tout en direction des parents pour les conduire vers notre école, pour traduire les documents d'information nécessaires à un suivi efficace de la scolarité, la France le paie cher, les familles immigrées, déjà françaises ou encore étrangères, le paient très cher.

Il fallait du courage, suivre une ligne politique ferme pour réussir l'intégration de tous par l'école. Ce ne fut pas le cas. Et ce qui est le plus désolant et ne laisse d'interroger sur la responsabilité et le courage politiques, c'est que cette ligne, alors, avait été définie et acceptée. Vingt ans après, nous voici toujours confrontés aux mêmes choix. Mais la situation est à présent plus tendue par endroits, là où précisément la tentation communautariste a gagné du terrain. Il est plus que temps de passer à l'acte. La lucidité et le courage – les deux derniers mots du rapport Obin⁽¹⁾ – doivent enfin s'imposer sinon, comme on l'aperçoit ici ou là, ce seront des "déjà Français" qui adopteront la culture des nouveaux arrivants, quand d'autres rejetteront violemment ces bouleversements. Lorsque la très grande majorité d'entre eux souhaite et peut s'intégrer, il faut dire dans quelle civilisation nous voulons accueillir tous les jeunes et dire comment nous allons le faire.

Chacun sait bien que c'est sur l'école de la République qu'il faut parier ; alors, faisons-le. Pour insuffisante qu'elle soit, sans doute, il s'agit là d'une condition absolument nécessaire, si nous voulons (continuer à) faire société en France. ■

Notes

1. "Les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires", rapport de l'inspection générale de l'Éducation nationale au ministre de l'Éducation nationale, coordonné par Jean-Pierre Obin, juin 2004. Voir "Laïcité : les cent ans d'une idée neuve", in *Hommes & Migrations*, n°1258 et 1259, 2005. Le rapport Obin a également fait l'objet d'une publication commentée par une vingtaine de personnalités : Paul-François Paoli et Alain Seksig (dir.), *L'École face à l'obscurantisme religieux*, Paris, Max Milo, 2006.